

Département Politique

Suisse

Division des Affaires Etrangères

Berne, le 5 mars 1920.

AJ

Prière de rappeler ce numéro
dans la réponse

Monsieur le Ministre,

Pour faire suite à notre dépêche politique du 26 février, nous avons l'honneur de vous communiquer les renseignements suivants:

Suisse.

Le Conseil National a voté avant-hier, par 115 voix contre 55, la suppression des "clauses américaines" concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations. Le Conseil des Etats discute encore.

France.

La grève des cheminots a cessé la nuit du 1 au 2 mars, peu après avoir ^{été} proclamée "grève générale". Désapprouvée par la C.G.T. et d'autres grandes organisations ouvrières, réprouvée par l'opinion publique, son échec était certain; mais elle n'en est pas moins pour la France un événement déplorable et lourd de conséquences, surtout en ce moment, en pleine période d'emprunt, de tension des changes, de crise des transports et d'embouteillage des lignes. Elle a cruellement frappé les régions libérées. Il y a un fait inquiétant à retenir: en 1910, Briand avait brisé une première grève des cheminots par leur mobilisation; cette fois, une partie des cheminots, at-



teints d'un ordre de mobilisation, n'y ont pas donné suite.

Quant aux rapports entre le Gouvernement et la nouvelle Chambre, M. Dunant signale un ^{re}virement favorable à M. Steeg, Ministre de l'Intérieur. Ses adversaires ont reconnu que la présence de cet homme rompu aux affaires est indispensable au Ministère Millerand actuel, qui compte tant d'hommes nouveaux.

Il est tout-à-fait curieux d'observer la rivalité Briand-Barthou, qui se dessine nettement -- déjà -- en vue de la future crise ministérielle. Le premier fait cercle dans les couloirs et y retient ses adhérents par le charme de sa parole nonchalante; le second, voulant profiter du prestige que lui confère sa situation de Président de la Commission des Affaires Extérieures, a déposé une interpellation, mais Briand lui a coupé l'herbe sous le pied en intervenant brillamment dans le débat sur l'incorporation de la classe 1920; et les initiés de sourire de l'astuce qui préside à cette course au maroquin.

Allemagne, Russie, Pologne.

Nous vous disions, dans notre dernière dépêche, que l'Entente cherche à empêcher entre l'Allemagne et le Gouvernement des Soviets une conversation à deux. La déplorable situation de l'Allemagne paraît l'exclure pour longtemps de la concurrence sur le marché russe. L'Angleterre paraît donc avoir atteint son but de guerre économique. Quant à la Russie, il semble qu'on ne peut compter sur elle comme pays exportateur, et il faudra peut-être des années pour restaurer ce que le régime bolchéviste y a détruit. Avant tout, il faut refaire en entier les moyens de communication et bâtir des ateliers et des usines. Seuls des techniciens et des commerçants allemands (connaissant mieux la Russie que leurs concurrents alliés) semblent être capables de collaborer avec succès à cette re-

construction. Si, à Copenhague, les Anglais n'ont pas pu s'entendre avec Litvinoff, c'est parce qu'ils se sont rendu compte que la Russie ne peut rien vendre.

Le Gouvernement Allemand a reconnu comme représentant officiel le juif russe Kopp qui, jusqu'ici, représentait de facto le Gouvernement des Soviets. Cette décision a vivement émotionné les Alliés, mais Kopp est devenu du coup l'homme le plus visité et recherché de Berlin. Un visiteur s'est trouvé chez lui en présence de M. Haguenin, le chef bien connu de la mission économique française, qui est d'ailleurs aussi en rapport suivi avec le meneur indépendant Dr. Breitscheid.

Il paraît que le Gouvernement de Péetrograd désirerait envoyer en Suisse une "mission commerciale"; aucune ouverture ne nous a encore été faite à ce sujet.

Suivant des renseignements de source militaire allemande, particulièrement qualifiée pour juger la situation sur le front oriental, les Allemands ont évacué complètement les provinces baltiques non par ordre du Gouvernement, mais uniquement parce qu'ils étaient privés de vivres et de munitions, et, au surplus, ^{dans le dos} attaqués/par les Esthoniens. La grande erreur des Allemands serait d'avoir perdu du temps en négociant et en signant la paix de Brest-Litewsk, au lieu d'anéantir -- ce qui aurait été facile à ce moment -- les quelques "nids" bolchévistes et de rétablir aussi l'ordre en Russie. La population aurait volontiers accueilli les Allemands comme libérateurs.

Cet officier estime que la "Reichswehr" est actuellement assez forte pour tenir l'armée rouge à distance du territoire allemand, mais il craint fort une débâcle de l'armée polonaise, et prévoit que des combats entre Allemands et Russes aux frontières déclancherait la révolution en Allemagne.

- 4 -

Il estime que, si l'armée rouge le veut, elle peut arriver jusqu'aux confins de l'Allemagne; l'Esthonie se rallierait probablement aux Russes; les Lithuaniens, trop faibles et au surplus menacés par les Esthoniens et les Polonais, seraient écrasés; quant à ces derniers, leurs cadres français, d'ailleurs très capables, ne sauraient les entraîner au combat. Toujours selon le même informateur, les Russes auraient pour but de guerre le rétablissement des frontières de 1914. Ce but atteint, ils ne s'occuperaient plus que de rétablir l'ordre et la vie économique à l'intérieur. On doute toutefois à Berlin que le Gouvernement des Soviets lui-même partage cette idée de son état-major et qu'il se contenterait d'avoir atteint ce but patriotique.

Les représentants de la Pologne à Rome, par contre, ne pensent pas que le Gouvernement des Soviets réclamera les anciens Etats non russes: Pologne, provinces baltiques, Finlande. Lénine et Trotsky, après avoir établi par la force l'unité de l'ancien empire russe d'Arckangel à Odessa, écrasé l'armée de Koltchak, saisi les sommes énormes et le matériel que l'Entente avait mis à la disposition de cet amiral, aspirent à la paix. Mais cette paix ne sera pas sans sacrifices et humiliation pour la Pologne. Le Ministre de Finlande pense, lui aussi, que le Gouvernement bolchévique reconnaîtra l'indépendance de la Finlande. Celle-ci ne serait, toutefois, pas en mesure de résister à l'armée rouge.

L'opinion publique à Berlin espère que la paix russo-polonaise interviendra à temps pour conjurer le péril d'une invasion de l'Allemagne. Quant aux Polonais, ils ne cèdent qu'abandonnés par leurs alliés; la population est lasse de la guerre, et le pays épuisé.

La situation reste, comme vous le voyez, très incertaine. Même les milieux alliés de Berlin se plaignent d'être mal et insuffisamment renseignés sur ce qui se passe en Russie et en Pologne.

- 5 -

Avant son départ, Radeck a conféré avec l'ancien conseiller d'état bâlois Neumann, Blocher, Karl Moor et le conseiller national Huggler.

L'ancien chancelier Bethmann vient de publier un article dans la "Deutsche Allgemeine Zeitung" dont il résulte, entre autres, qu'en juin 1917 l'Allemagne s'était déclarée prête à faire la paix:

- 1) en reconnaissant l'entière indépendance de la Belgique, et
- 2) en offrant certaines concessions territoriales en Alsace-Lorraine.

Le chancelier et l'empereur auraient été d'accord sur cette question. Erzberger aurait empêché la réalisation du projet.

Bavière.

Suivant des renseignements de Vienne, la France cherche à attiser en Baviè^{re}/la haine traditionnelle de ce pays contre les Prussiens, mais sans succès, car il ne lui pardonne pas d'avoir inscrit le prince-héritier Rupprecht sur la "liste des coupables". Les tendances centralisatrices des socialistes de Berlin indisposent bien plus les Bavarois contre la Prusse qu'une propagande française intéressée.

Il paraît que les Wittelsbach travaillent énergiquement à la réunion de la Bavière avec les Alpenländer autrichiens. Seule une combinaison de ce genre pourrait peut-être détacher la Bavière de l'empire allemand.

Autriche.

Le Ministre d'Autriche à Berlin déclare que le nombre des ennemis de l'incorporation de ce pays à l'Allemagne est aujourd'hui minime -- comme l'a d'ailleurs montré la conférence de Salzbourg. -- On estime en Autriche que c'est le seul moyen de tirer le pays des calamités économiques dans les-

économiques dans lesquelles il se débat. M. Hartmann ajoute qu'une révision éventuelle des traités de Versailles et de St-Germain porterait en premier lieu sur cette question. C'est à l'occasion de cette révision que la question du Vorarlberg reviendra certainement à l'ordre du jour.

M. Bourcart apprend, de source diplomatique italienne, que la France aurait travaillé d'abord à la restauration des Habsbourg, puis à la Confédération danubienne et, se rendant compte de l'insuccès de ces démarches, finit par s'intéresser à la combinaison Wittelsbach, dont nous venons de parler. Elle est ainsi revenue à la politique de Richelieu, mais va, suivant notre informateur italien, au-devant d'un nouvel échec.

L'Italie ne songe pas à se dessaisir du Tyrol allemand, qui est une province de haute importance stratégique. Elle ne serait pas absolument opposée à un rapprochement austro-hongrois, mais ne consentirait jamais à l'établissement du "corridor" entre les deux états slaves, dont nous avons souvent parlé. C'est probablement pour ce motif que l'Italie suit d'un mauvais oeil les intrigues que M. Renner trame avec le cabinet de Prague.

Les représentants italiens et anglais à Vienne sont très préoccupés de la Russie. Ils voient le grand danger d'une paix avec les Soviets, car les wagons de marchandises contiendraient des brochures révolutionnaires, et les commiss-voyageurs seraient en réalité des agitateurs bolchévistes.

Il est intéressant de noter que l'ambassadeur de M. Sasonow à Rome désigne Berlin comme le centre actuel de la propagande bolchéviste en Europe, tandis que, selon d'autres, ce serait Vienne.

Italie.

Malgré tous les démentis, la question des négociations secrètes franco-yougoslaves continue à passionner l'opinion publique. La France exige que les documents qu'elle déclare faux lui soient soumis, car elle soupçonne que des fonctionnaires^{italiens} ont trempé dans cette affaire.

En résumé, il semble qu'aucun des trois intéressés n'a dit l'entière vérité. Avec son extrême susceptibilité et sa méfiance, qui n'a cessé de s'accroître pendant et après la guerre, l'Italie reste inquiète à l'égard de la politique française dans l'Adriatique.

Roumanie.

En Transylvanie, fonctionne une espèce de Gouvernement provisoire, présidé par le Dr. Manin; formellement dépendant du Cabinet et du Parlement de la Grande-Roumanie à Bucarest. Cette situation, intenable à la longue, donne lieu à des discussions. La majorité propose de laisser, pendant une série d'années, à la Bukovine (jadis autrichienne), à la Bessarabie (jadis russe) et à la Transylvanie, une certaine autonomie, car on ne peut raisonnablement les placer d'un jour à l'autre sous les lois et le régime roumains, qui leur sont complètement étrangers. D'autres voudraient immédiatement assimiler les provinces annexées à la métropole. Il semble que la première solution serait la meilleure.

—————

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération.

*Le Chef
de la Division des Affaires étrangères*

P.S. Suivant des renseignements de Bruxelles, la propagande bolchéviste multiplie ses efforts en Hollande, pour essayer de déborder sur les pays voisins. La grève des cheminots, en France, était son oeuvre. On est convaincu, en Belgique, que l'Allemagne cherche à prendre en mains la restauration économique de la Russie. L'Entente cherche de son côté à tirer des matières premières de ce pays, pour se libérer de la sujétion économique à l'égard de l'Amérique.

P.S. En ce moment, le Conseil des Etats vient de voter, par 33 voix contre 5, l'accession de la Suisse à la Société des Nations.
